

# Entente avec les cols blancs: «la Ville de Québec redeviendra un employeur de choix»

Par Simon Carmichael, Le Soleil

11 juillet 2024 à 09h49 |

Mis à jour le 11 juillet 2024 à 10h44



Les fonctionnaires municipaux de la Ville de Québec s'entendent pour une nouvelle convention collective. (Frédéric Matte/Archives Le Soleil)

Québec et ses fonctionnaires municipaux s'entendent pour une nouvelle convention collective. Les cols blancs ont adopté par une très forte majorité l'entente de principe qui leur était proposée.

---

Dans un communiqué envoyé jeudi matin, la Ville se réjouit que l'entente de principe négocié avec le syndicat des fonctionnaires municipaux ait reçu l'appui de 91,8 % des cols blancs. Quelque 2000 syndiqués étaient appelés à se prononcer sur le sujet, mercredi soir.

**Le président du syndicat des cols blancs revendique «des gains significatifs [et] de meilleures conditions de travail».**

Réal Pleau se dit «très heureux des résultats obtenus à la table de négociation». «Nous sommes confiants qu'avec cette nouvelle convention collective, la Ville de Québec redeviendra un employeur de choix.»

---

PUBLICITÉ

---

Les détails de la nouvelle convention collective, d'une durée de cinq ans, restent toutefois inconnus pour l'instant. Sa signature devrait avoir lieu vers la fin de l'été.

Le processus de renégociation des conventions collectives des employés municipaux se poursuit à Québec. Les cols bleus, ou employés manuels, sont d'ailleurs en grève jusqu'au 15 juillet prochain.

Les policiers et les pompiers de la Ville de Québec sont aussi toujours en négociation avec les instances municipales.

# Les cols blancs de Québec obtiennent 19 % d'augmentation sur 5 ans

4Accéder à la section commentaires



Ouvrir en mode plein écran

L'hôtel de ville de Québec en été

PHOTO : RADIO-CANADA / MARIE-ÈVE TRUDEL

- [Marie Maude Pontbriand \(Consulter le profil\)](#)



[Marie Maude Pontbriand](#)

Publié le 11 juillet à 6 h 42 HAEMis à jour le 11 juillet à 10 h 37 HAE

Les cols blancs de la Ville de Québec ont voté à 91,8 % en faveur de l'[entente de principe intervenue le 18 juin](#) qui vise le renouvellement de leur convention collective jusqu'au 31 décembre 2028. Parmi les gains, les syndiqués verront leur salaire augmenter de 19,34 % sur 5 ans.

En entrevue à Radio-Canada, le président du Syndicat des fonctionnaires municipaux de Québec (SFMQ) précise que les gains salariaux seront de 4 % les trois premières années de la convention et de 3 % les deux dernières.

En contrepartie, Réal Pleau souligne que les syndiqués ont fait des concessions pour alléger le processus de dotation. On a donné sur ce plan-là, ça n'enlève rien à mes membres, mais le processus est plus facile pour aller chercher du talent à l'extérieur. La nouvelle convention comprend aussi une prime de fidélité pour les syndiqués qui ont au moins 15 ans d'ancienneté, ajoute M. Pleau. Par exemple, un employé qui atteindra 15 ans de service aura droit à un montant équivalent à 3 % de son salaire, un versement qui sera fait à sa date d'anniversaire d'embauche.

Les quelque 2000 membres du syndicat ont été appelés à se prononcer mercredi soir lors d'une assemblée syndicale. La signature de la nouvelle convention collective devrait avoir lieu à la fin de l'été.

La Ville ne commentera pas tant que la convention n'aura pas été adoptée par le comité exécutif.

## **Les cols bleus en grève**

Pendant ce temps, [les cols bleus poursuivent leur grève amorcée mercredi et prévue jusqu'à lundi](#). Plusieurs services sont perturbés en raison de ce débrayage.

Les cols bleus, les policiers et les pompiers de Québec n'ont toujours pas d'entente avec la Ville pour leur convention collective.

# Les fonctionnaires de Québec votent massivement en faveur de l'entente de principe

Les syndiqués ont obtenu 19,34 % d'augmentation salariale sur cinq ans

---



**STÉPHANIE MARTIN**

Jeudi, 11 juillet 2024 08:56

MISE À JOUR Jeudi, 11 juillet 2024 16:02

**Les fonctionnaires de Québec ont voté massivement en faveur de l'entente de principe pour le renouvellement de leur convention collective qui leur octroie des hausses salariales de 19,34 % sur cinq ans.**

Le 19 juin dernier, la Ville de Québec et ses cols blancs en étaient venus à une entente pour le renouvellement de la convention collective qui allait s'échelonner du 1er janvier 2024 au 31 décembre 2028.

Mercredi soir, les 2000 syndiqués ont été appelés à se prononcer sur cette entente et c'est dans une proportion de 91,8 % qu'elle a été entérinée. Elle comporte des augmentations de 4 % pour les années 1, 2 et 3 et de 3 % pour les deux dernières années, indique le président du Syndicat des fonctionnaires municipaux de Québec, Réal Pleau. «Les gens sont satisfaits parce qu'on suit le marché.»

Des gains ont aussi été obtenus sur la flexibilité des horaires de travail et les fonctionnaires auront droit au cours de la prochaine convention à une prime de fidélité versée une seule fois s'ils atteignent un certain nombre d'années de service.

En contrepartie, les syndiqués ont accepté à la demande de la Ville de permettre une flexibilité de la dotation des postes afin d'attirer de nouveaux talents.

### **Ville plus attractive**

« Nous sommes très heureux des résultats obtenus à la table de négociation, a déclaré M. Pleau par voie de communiqué. Dans le contexte actuel de pénurie de main-d'œuvre, les avancées obtenues permettront à la Ville d'être plus attractive dans le recrutement des nouveaux talents.»

Le Syndicat dit avoir obtenu des «gains significatifs afin de consolider les employés déjà à l'emploi en leur accordant de meilleures conditions de travail, et ainsi améliorer la rétention du personnel».

La Ville de Québec s'est également réjouie de ce dénouement.

«C'est avec plaisir que la Ville vous informe que les employés ont accepté à 91,8 % l'entente de principe», a mentionné la Municipalité dans un court communiqué.

La nouvelle convention devrait être signée à la fin de l'été.

---

## **AUTRES GROUPES**

Les fonctionnaires sont le deuxième groupe à accepter une entente avec l'employeur, après les professionnels qui l'ont adoptée dans une proportion de 88 % en juin.

Les cols bleus observent actuellement une grève de six jours, jusqu'au 15 juillet, en plein Festival d'été.

Un médiateur a été nommé dans le dossier des policiers. Du côté des pompiers, les pourparlers se poursuivent.

Les conventions collectives des différents groupes d'employés municipaux de Québec sont échues depuis le 31 décembre 2023.

---

## **COLS BLEUS**

Dans un prospectus distribué aux passants, les employés manuels exposent leurs demandes. Les voici:

Au sujet des horaires de travail et de la conciliation travail-vie personnelle:

«Nous voulons implanter un délai raisonnable de préavis [pour modifier les horaires] et garantir à vos cols bleus une fin de semaine sur 2 de congé.»

Au sujet de la formation :

«Nous voulons implanter des horaires de travail prévisibles en regard des différentes saisons et rapatrier la formation par et pour vos cols bleus.»

Retraite

## Le bonheur est dans la rente garantie

Les régimes à prestations déterminées sont loin de bénéficier uniquement aux aînés. En réalité, toute la société en profite, explique notre chroniqueuse.



**MARIE-EVE FOURNIER** La Presse

**Les retraités qui reçoivent une rente garantie de leur employeur jusqu'à leur mort ont de quoi susciter la jalousie de ceux qui furent forcés d'épargner sans trop savoir ce que l'avenir leur réservait. Mais avant de se laisser emporter par de mauvais sentiments, il faut savoir que ce type de régime de retraite est loin de bénéficier uniquement aux aînés. En réalité, toute la société en profite.**

Mis à jour le 7 juillet

Les régimes à prestations déterminées (PD) font rouler l'économie en soutenant la consommation, ils accroissent les revenus de l'État, améliorent la productivité des entreprises, stabilisent les marchés financiers et favorisent même le bénévolat et les dons de charité. Ces effets positifs et bien d'autres sont amplement documentés au Canada et ailleurs dans le monde dans une foule d'études réunies récemment par l'Observatoire de la retraite<sup>1</sup>.

On se doute bien que les retraités qui jouissent de revenus garantis et indexés sont plus satisfaits de leur retraite et moins stressés que ceux qui tirent le diable par la queue.

Mais il est intéressant de découvrir tous ces autres impacts positifs d'une rente garantie qui ne viennent pas spontanément à l'esprit.

En Ontario, par exemple, les rentes versées aux retraités municipaux (transport public, électricité, service de police) par OMERS génèrent des revenus annuels de 3,3 milliards pour le gouvernement en taxes et impôts. En Alberta, chaque tranche de 10 \$ de rente engendre des retombées économiques de 14,40 \$. Aux États-Unis, on constate que les pensions sont « particulièrement vitales pour les

petites communautés et les communautés rurales » dont l'économie manque de diversité. En tout, 6,8 millions d'emplois y dépendent des rentes mensuelles.

**C'est sans compter que les retraités qui bénéficient de revenus stables et prévisibles ont moins recours au filet social de l'État.**

« C'est absolument clair qu'on s'épargne de grosses dépenses socio-économiques », dit François L'Italien, coordonnateur de l'Observatoire et directeur adjoint de l'Institut de recherche en économie contemporaine. Quand un retraité peut se payer des soins, il allège la tension sur les services publics.

« La Banque du Canada n'en démord pas. Les régimes PD contribuent à l'efficacité de nos marchés financiers. Ils contribuent aussi à rendre notre économie plus résiliente et optimale, car les caisses investissent à long terme dans divers secteurs de l'économie comme l'immobilier et les infrastructures », ajoute Pierre Bergeron, actuaire, expert en matière de retraite et associé au cabinet PBI. À l'inverse, les fonds communs de placement que les petits épargnants apprécient contribuent à la volatilité des marchés étant donné leur recherche de performance à court terme, rappelle une étude portant sur 47 pays.

Depuis la crise financière de 2008, bon nombre d'entreprises privées ont abandonné leur régime PD pour améliorer la prévisibilité de leurs dépenses. Depuis, les régimes à cotisations déterminées et les REER collectifs qui les ont remplacés ne permettent pas aux futurs retraités de connaître avec beaucoup de précision les revenus dont ils disposeront.

C'est dommage, car un régime PD procure environ 30 % plus d'argent à la retraite qu'un compte individuel, « même si tu as tout investi parfaitement pendant ta carrière », calcule Pierre Bergeron en supposant des montants d'épargne identiques. Cette « efficacité » provient des avantages financiers de la mise en commun et de l'expertise des caisses de retraite en matière d'investissement.

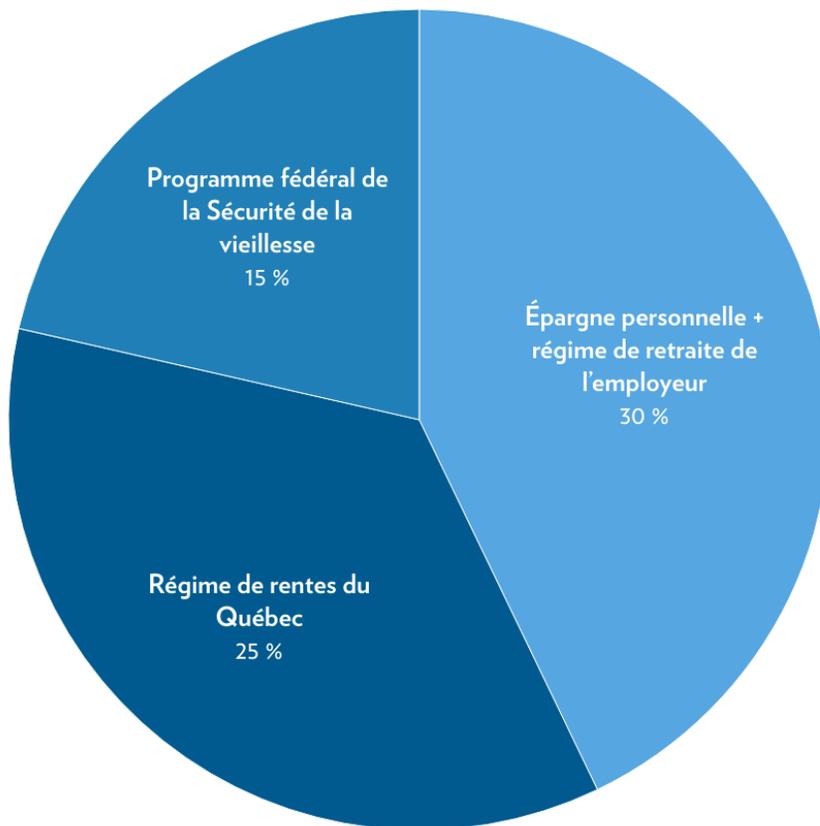
On ne remettra pas le dentifrice dans le tube. Mais il existe des solutions. Les entreprises privées peuvent mettre en place des régimes à coûts fixes comme celui à prestations cibles (PC) et le régime de retraite par financement salarial (RRFS). Ceux-ci versent des rentes dont le montant est déterminé à l'avance, sans mettre un fardeau contraignant et variable sur les finances des entreprises privées. Le gouvernement devrait en faire la promotion.

« Il y a un décalage assez important entre les faits et les orientations que se donne Retraite Québec qui n'en a que pour la littératie financière », déplore François L'Italien.

À son avis, le rôle de l'État est de contrebalancer cette tendance à la déresponsabilisation des entreprises et de parler de « l'intérêt général » dans le contexte où les employeurs font partie des trois piliers de notre régime de retraite.

## Sources de revenus à la retraite

Pour maintenir son niveau de vie à la retraite, 70 % des revenus annuels bruts de travail sont généralement requis.



Retraite Québec place l'épargne personnelle et le régime de retraite de l'employeur dans la même case puisqu'il s'agit de « vases communicants ». La personne qui ne participe pas à un régime complémentaire de retraite devra épargner davantage.

Source : Retraite Québec



Les avantages collectifs des régimes PD ne feront pas bouger les employeurs, mais les études sur le sujet ont le mérite de légitimer le maintien de ces régimes dans la fonction publique, un dossier qui soulève occasionnellement des

critiques, note Pierre Bergeron. Grâce aux données, un nivellement par le bas serait plus difficile à justifier.

Au pays, 26 % des travailleurs cotisent à un régime PD. Dans la fonction publique, la proportion grimpe à 80 %, selon Statistique Canada (2021). Cela m'amène à aborder le salaire des fonctionnaires. Dans les derniers mois, le taux de chômage a grimpé et la croissance du PIB a ralenti. Pourtant, les salaires ont continué d'augmenter. Cette curieuse situation a amené Desjardins à scruter les données du mois de mai pour comprendre ce qui se passe.

Conclusion : « le secteur public contribue de façon démesurée à la croissance des salaires », écrit Randall Bartlett, directeur principal, économie canadienne de la coopérative<sup>2</sup>.

En gros, les salaires horaires « déjà élevés » dans le secteur public ont « considérablement augmenté » à l'issue des récentes négociations avec les syndicats et les embauches connaissent « une progression importante ». Par ailleurs, la rémunération des fonctionnaires « se démarque particulièrement » lorsqu'on la compare à celle offerte par les autres ordres de gouvernement et le secteur privé.

Voilà une autre raison d'envier les fonctionnaires qui risque de susciter des débats.

# La nouvelle centrale ouverte au public Les installations du SPVQ accessibles à Lebourgneuf

La nouvelle centrale de police inaugurée en mai dernier est désormais totalement opérationnelle, assure le SPVQ, qui invite les citoyens à s'y rendre.

---

Le Journal de Québec · 30 juil. 2024 · 17 · JÉRÉMY BERNIER

---

« La Ville de Québec informe les citoyens que l'ensemble des services offerts par le SPVQ sont désormais disponibles à la nouvelle centrale de police », indique Sandra Dion, porte-parole du corps de police, par voie de communiqué.



Le nouveau quartier général situé au 495, boulevard Louis-xiv, à la limite entre Charlesbourg et Lebourgneuf, permet d'accéder à tous les services offerts normalement par le corps de police.

On peut y faire un dépôt de plainte, remplir un rapport d'événement, emprunter un burin, authentifier des pièces automobiles, avoir accès à une zone de rencontre neutre, remettre des armes à feu, etc.

Rappelons que la nouvelle centrale, construite en pleine pandémie, a été livrée dans les temps impartis et a coûté 112 M\$, soit 2,3 M\$ de moins que les prévisions du budget.

## FERMETURES

Le déménagement des effectifs vers ce nouvel établissement dernier cri signifie aussi que d'autres postes de police dorénavant désuets devront fermer leurs portes.

C'est le cas de celui de La Cité-limoilou (l'ancienne centrale Victoria), de La HauteSaint-charles et de Beauport.

Le poste de police de Sainte-foy-sillery-Cap-rouge demeure toutefois accessible. Idem pour le nouveau point de service F.-x.-drolet, dans Saint-roch.

En rassemblant la majorité des activités policières sous un même toit, le SPVQ souhaitait améliorer la « synergie entre les équipes », contribuant du même coup à offrir un meilleur service aux citoyens, affirmait le directeur Denis Turcotte, en mai dernier.

# Intelligence artificielle: votre emploi est-il à risque d'être remplacé?

---



## MARTIN JOLICOEUR

Samedi, 13 juillet 2024 00:00

MISE À JOUR Samedi, 13 juillet 2024 09:19

La révolution de l'intelligence artificielle (IA) est en marche. Les entreprises et les travailleurs seront bousculés en raison de l'implantation de l'IA qui va changer drastiquement la manière de produire et de travailler. Tous les secteurs seront touchés et certains emplois seront plus rapidement transformés que d'autres. Pour le meilleur ou pour le pire? *Le Journal* a interrogé des acteurs du milieu de la musique, du cinéma, de l'humour, de la publicité, de l'édition, de la télévision et de plusieurs autres secteurs.

---

**Qu'on le veuille ou non, les progrès de l'intelligence artificielle (IA) avancent à grands pas et ses conséquences sur le travail s'annoncent tout sauf rassurantes. Pas moins**

**de 4,7 millions d'emplois, soit un emploi sur quatre au Canada, sont à risque d'être remplacés par l'IA d'ici 2030.**

Cette prévision de la firme McKinsey (plus de 400 M d'emplois perdus dans le monde) se compare à celles d'autres firmes du même acabit. Une analyse de la société Goldman Sachs évalue pour sa part le nombre de travailleurs victimes de ce raz-de-marée anticipé à quelque 300 millions de postes sur la planète.

«Comme je dis toujours, bien sûr que tous les travailleurs ne seront pas remplacés par l'IA. Mais ceux qui ne le seront pas risqueront de l'être par une personne qui aura appris à s'en servir», nuance l'expert Bruno Guglielminetti et animateur du balado d'actualité numérique *Mon Carnet*.

## **Un rouleau compresseur**

*Le Journal* a cherché à comprendre comment l'IA risquait de transformer la vie des entreprises et des travailleurs. Nous avons aussi dressé une liste des secteurs et emplois les plus susceptibles de subir des changements importants au cours des prochaines années. (voir texte à gauche)

- **Écoutez l'entrevue avec Francis Halin, journaliste pour la section Argent au Journal de Montréal, via QUB :**

Tous les secteurs seront touchés et certains emplois seront plus rapidement transformés que d'autres. Le Journal a

interrogé des acteurs de plusieurs secteurs pour comprendre leurs inquiétudes:

-en télévision, en musique, au cinéma, en humour, en publicité et même en littérature, l'intelligence artificielle bouscule les habitudes,

-pour le commerce de détail comme Couche-tard, l'arrivée de magasins sans caissier n'a pas été concluante,

-le secteur de la traduction se transforme au rythme des avancées de l'IA,

-dans le milieu juridique, de nombreuses mises en garde sont faites auprès des juristes afin de s'assurer d'une saine utilisation de ces outils de l'IA.

Cette promesse d'augmentation de la productivité, induite par l'IA, constitue le principal gage de son adoption rapide dans les organisations, publiques et privées. Son impact sera tel que des analystes s'attendent à ce que le produit intérieur brut (PIB) de la planète grimpe de 7% par an au cours des 10 prochaines années.



© ARCHIVES / AFP PHOTO

Selon le Fonds monétaire international (FMI), près de 40% des emplois sur la planète sont à risque de connaître les effets de l'IA. Son impact sera plus grand encore dans les pays plus développés, comme le Canada, où 60% des emplois seront touchés.

La moitié d'entre eux, ceux dont l'IA saura reproduire des tâches actuellement accomplies par l'humain, en subiront des conséquences négatives, entraînant une baisse de leur attractivité, une chute des embauches, une baisse des salaires et éventuellement, l'inexorable disparition d'emplois.

## **Inégalités exacerbées**

On s'inquiète ainsi de voir les inégalités actuelles s'accroître. En outre, les femmes, les titulaires d'un travail technique et les personnes ne disposant que d'une connaissance

numérique limitée sont les plus à risque d'en pâtir, prévient le World Economic Forum.



François Vincent, vp Québec de la FCEI. Photo fournie par FCEI FCEI

Il en va de même des plus petites entreprises, note le vice-président de la Fédération canadienne de l'entreprise indépendante, François Vincent.

Il affirme que les craintes sont grandes chez elles de ne pouvoir, par manque de connaissances ou de moyens,

intégrer l'IA aussi rapidement que leurs concurrents plus gros.

## Le temps presse

Spécialiste en automatisation des entreprises, le PDG de Vention, Étienne Lacroix, tâche de se faire rassurant, soulignant que le niveau de pénétration de l'IA varie beaucoup d'une industrie à l'autre.

Elle est bien plus avancée dans les fonctions à faible valeur ajoutée, comme le service à la clientèle (Expedia), que dans le secteur manufacturier, où l'IA n'a pas encore atteint le même niveau de maturité.



Étienne Lacroix tenait à revenir au Québec pour aider nos entreprises à faire le virage de l'automatisation. PHOTO FRANCIS HALIN

«Dans le manufacturier, on est encore très loin de l'autonomie recherchée. Sans rien enlever à ce qui existe déjà, je dirais qu'on est encore vraiment au début, à un stade que je qualifierais presque encore d'académique. Il faudra encore du temps avant que l'on voit le remplacement d'emplois à large échelle.

Beaucoup de temps? Combien de temps, au juste? Sur ce, l'expert réfléchit, prend une pause, puis s'en sort en empruntant une réflexion de Bill Gates, cofondateur de Microsoft.

«Gates disait qu'en général nous avons tendance à surestimer les avancées technologiques sur un horizon de deux ans. Mais, que de manière inverse, nous avons tout aussi tendance à sous-estimer les avancées possibles sur un horizon de 10 ans.»

Autrement dit, nous avons, au mieux, 10 ans pour nous préparer.

***Avec la collaboration de Francis Halin.***

**Intelligence artificielle : emplois menacés**